



Caisse de compensation AVS
FER CIFA 106.2

BULLETIN D'INFORMATION

WWW.CIFA.CH

2026

Explication des symboles

La cloche est placée **à côté des nouveautés** et vous permet ainsi de les distinguer rapidement.



Apprenez-en plus sur le sujet concerné en scannant le QR-code placé aux différents endroits dans le document.



Ce symbole signifie qu'une démarche peut être effectuée en toute simplicité **directement en ligne**.



Les informations figurant dans ce bulletin ne donnent qu'un aperçu des dispositions en vigueur, seule la loi fait foi.

La CIFA c'est...



**Une caisse de compensation AVS
interprofessionnelle**



**27 collaborateurs
dont 2 apprenties**



**7 caisses d'allocations
familiales**



**Plus de 7'700 entreprises
et indépendants affiliés**



**Une caisse de pension
2^{ème} pilier - CIEPP**



**Plus de 10'400 rentiers
AVS/AI**



**Un portail unique pour
la gestion du 1^{er} et 2^{ème}
pilier**



**Près de 21'000 enfants
bénéficiant d'allocations
familiales**

Nouveautés 2026

- ♦ Rémunération de minime importance – exclusions point 2.2
- ♦ Protection contre les intérêts moratoires injustifiés en cas
de liquidation d'entreprise point 3.3
- ♦ Relèvement de l'âge de retraite des femmes – 2^e étape point 6.1
- ♦ Numérisation des demandes d'allocations pour perte de gain (APG) point 6.3
- ♦ Consultation de vos documents en ligne point 9.1

TABLE DES MATIÈRES

1 Assujettissement et cotisations

1.1	Personnes soumises	6
1.2	Obligation de cotiser	7



2 Employeurs

2.1	Taux de cotisations paritaires	8
2.2	Salaire déterminant AVS	8
2.3	Annonce des mutations de personnel	9



3 Indépendants

3.1	Taux de cotisations personnelles	10
3.2	Fixation des cotisations	10
3.3	Protection contre les intérêts moratoires injustifiés en cas de liquidation d'entreprise	11



4 Personnes sans activité lucrative

4.1	Taux de cotisations	11
-----	---------------------------	----

5 Perception des cotisations

5.1	Poursuite par voie de faillite	12
5.2	Délais de paiement et intérêts moratoires	12
5.3	Régler facilement vos factures par eBill	13

6 Prestations de l'AVS/AI/APG

6.1	Prestations de l'AVS.....	14	
6.2	Prestations de l'AI	16	
6.3	Allocations (APG, AMat, AAP, APC et AAdop).....	17	

7 Allocations familiales

7.1	Organisation et législation	19
7.2	Régime obligatoire pour les indépendants	19
7.3	Particularités des salariés	20
7.4	Montant des allocations familiales – régime fédéral.....	20
7.5	Montant des allocations familiales – Fribourg	21
7.6	Taux de cotisations.....	21

8 Prévoyance professionnelle (LPP)

8.1	Taux d'intérêts/Montants limites	22
-----	--	----

9 E-Services

9.1	Portail inter-institutionnel.....	23	
-----	-----------------------------------	----	---

1. Assujettissement et cotisations

1.1 Personnes soumises

Assujettissement

Sont obligatoirement assurées à l'AVS/AI/APG ainsi qu'à l'assurance chômage (AC) :

Les personnes physiques domiciliées en Suisse



Les personnes physiques qui exercent en Suisse une activité lucrative (sous réserve des accords bilatéraux et des conventions internationales)



Les personnes salariées travaillant à l'étranger pour le compte d'un employeur en Suisse peuvent rester assurées à certaines conditions à l'assurance obligatoire (assurance continuée)



En cas de détachement pour une période limitée de Suisse dans un Etat de l'UE, resp. de l'AELE ou un autre Etat avec convention, sous certaines conditions, les personnes assurées demeurent soumises à l'AVS/AI/APG/AC/AF.

En raison du nombre important de règles internationales applicables et des règlements CE 883/2004 et CE 987/2009 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, nous recommandons aux affiliés confrontés à des questions d'assujettissement de nous les soumettre par écrit. Pour rappel, les règlements sont également applicables dès le 1^{er} janvier 2016 pour les Etats de l'AELE (Islande, Liechtenstein et Norvège).



1.2 Obligation de cotiser



Personne exerçant une activité lucrative salariée ou indépendante

Dès le 1^{er} janvier après
le 17^e anniversaire



Cotisations AVS/AI/APG/AC obligatoires

64 ans et 6 mois* (femmes) /
65 ans (hommes)



Ouverture du droit à la rente de vieillesse

Poursuite d'une activité
lucrative au-delà de l'âge de
référence



Prélèvement des cotisations, sauf à l'assurance chômage, sous déduction d'une franchise de Fr. 16'800.- par année et par employeur. Depuis le 1^{er} janvier 2024, l'employé/e a la possibilité de renoncer à la franchise.

Les personnes qui travaillent au-delà de l'âge de référence bénéficient d'une franchise de Fr. 1'400.- par mois et par employeur sur laquelle aucune cotisation AVS/AI/APG n'est perçue. Elles ont cependant la possibilité de choisir si cette franchise doit être appliquée ou non sur le salaire perçu.

L'employé/e qui souhaite renoncer à la franchise doit en informer son employeur au plus tard lors du paiement du premier salaire de l'année. L'indépendant/e doit communiquer son choix de renoncer à la franchise à sa caisse de compensation jusqu'au 31 décembre de l'année de cotisation concernée.

Personne sans activité lucrative

Dès le 1^{er} janvier après
le 20^e anniversaire et jusqu'à
l'âge de référence



Cotisations AVS/AI/APG obligatoires

64 ans et 6 mois* (femmes) /
65 ans (hommes)



Ouverture du droit à la rente de vieillesse

La personne mariée ou au bénéfice d'un partenariat enregistré, sans activité lucrative, est toutefois considérée comme ayant payé elle-même des cotisations si son conjoint ou partenaire actif verse annuellement des cotisations équivalentes au double de la cotisation minimale (Fr. 1'060.-).

* AVS21 : augmentation progressive de l'âge de référence à 65 ans du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2027. Dès le 1^{er} janvier 2028, l'âge de référence est fixé à 65 ans pour tous. Voir page 14.

2. Employeurs

2.1 Taux de cotisations paritaires

Les taux de cotisations ne subissent pas de changement au 1^{er} janvier 2026. L'assurance chômage est prélevée jusqu'à un salaire annuel maximal de Fr. 148'200.-.

Voici ci-dessous le détail :

	AVS/AI/APG	Assurance chômage jusqu'à Fr. 148'200.- de salaire brut
Taux de cotisations total	10.60%	2.20%
A la charge de l'employeur	5.30%	1.10%
A la charge de l'employé/e	5.30%	1.10%

2.2 Salaire déterminant AVS

Le salaire déterminant AVS comprend toutes les sommes touchées par le salarié si leur versement est économiquement lié au travail fourni. Les éléments suivants sont par exemple pris en compte :

- les salaires, gratifications, primes de fidélité, etc. et prestations en nature ayant un caractère régulier (nourriture, logement, etc.) ;
- les allocations fédérales pour perte de gain en cas de service (militaire ou civil), allocation de maternité et de l'autre parent ou allocation de prise en charge ;
- 0.9% par mois de la valeur d'acquisition du véhicule d'entreprise utilisé à des fins privées ;
- l'intégralité des salaires à 100% lors de la perception d'indemnités RHT ;
- les tantièmes, honoraires d'administrateurs et jetons de présence ;
- les indemnités de vacances, pour jours fériés et de service de piquet ;
- le salaire versé par l'employeur en cas d'accident ou de maladie sous déduction des prestations d'assurances.



Remplissez votre déclaration de salaires en quelques clics!

Salaire et prestation non soumis

Sont exclus du salaire déterminant AVS, par exemple :

- ♦ les indemnités journalières d'assurances en cas d'accident ou de maladie ;
- ♦ les allocations familiales ;
- ♦ les prestations allouées par l'employeur suite à la résiliation des rapports de travail pour des impératifs d'exploitation ne font pas partie du salaire déterminant tant qu'elles ne dépassent pas quatre fois et demie la rente de vieillesse annuelle maximale ;
- ♦ les revenus jusqu'à Fr. 750.- réalisés par des jeunes jusqu'à 25 ans dans des ménages privés ;
- ♦ les rémunérations de minime importance n'excédant pas Fr. 2'500.- par année civile et par employeur, à moins que l'assuré ne demande la soumission de ce revenu. Cette règle dérogatoire n'est pas applicable au personnel de ménages privés, aux acteurs culturels, **aux personnes employées par des musées ou des chœurs ainsi que par des médias électroniques et imprimés** ;
- ♦ les frais effectifs dûment prouvés ou des frais forfaitaires conformes au droit de l'AVS. Nous admettons les règlements de frais approuvés par l'autorité fiscale respectant le droit de l'AVS ;
- ♦ les soldes allouées pour les tâches essentielles du service public du feu (exempté jusqu'à Fr. 5'300.-).



2.3 Annonce des mutations de personnel



Engagement de personnel



Nous vous conseillons d'effectuer régulièrement vos annonces via l'annonce de personnel (disponible sur notre portail sécurisé e-services ou sur notre site : www.cifa.ch). En effet, l'employeur doit être en mesure de pouvoir identifier sans équivoque une personne lors de son engagement et devra l'annoncer, au plus tard, sur la déclaration de salaire de l'année écoulée.

Personnel quittant l'entreprise



L'annonce de sortie d'un/e salarié/e est obligatoire en cas d'existence de prestations (allocations familiales notamment). L'omission d'annoncer la sortie d'un collaborateur ou d'une collaboratrice peut contraindre notre institution à demander la restitution de prestations indûment allouées.

e-services

Gérez facilement vos collaborateurs en ligne!

3. Indépendants

3.1 Taux de cotisations personnelles

Les taux de cotisations ainsi que les revenus déterminants applicables depuis le 1^{er} janvier 2025 sont précisés ci-dessous :

Revenu annuel	Taux de cotisations
Egal ou supérieur à Fr. 60'500.–	10%
Compris entre Fr. 10'100.– et Fr. 60'500.–	De 5,371% à 9,321% (échelle dégressive)
Inférieur à Fr. 10'100.–	Cotisation minimale de Fr. 530.–

3.2 Fixation des cotisations

Si la personne peut prouver que la cotisation minimale a déjà été perçue sur le salaire déterminant d'une activité dépendante exercée la même année, elle peut, si son revenu déterminant d'une activité indépendante est inférieur à Fr. 10'100.–, exiger que les cotisations dues soient perçues au taux le plus bas du barème dégressif (5,371%). **Les personnes bénéficiant d'un statut d'indépendant doivent signaler à la Caisse les modifications éventuelles des revenus, à la hausse comme à la baisse.**



Annoncez votre revenu indépendant en ligne!

Une **différence de 25%** au moins entre les cotisations dues effectivement et celles versées à titre d'acomptes entraîne le paiement d'un intérêt de retard de 5% par année, perçu dès le 1^{er} janvier de la deuxième année qui suit celle pour laquelle les cotisations sont dues.

3.3. Protection contre les intérêts moratoires injustifiés en cas de liquidation d'entreprise



Lorsqu'un·e indépendant·e ferme son entreprise et réalise un bénéfice de liquidation, celui-ci est également soumis à cotisations. Comme il est difficile d'estimer son montant à l'avance, la différence entre les cotisations effectivement dues et les acomptes déjà versés est souvent supérieure à 25%, ce qui peut engendrer des intérêts moratoires élevés (voir point 3.2).

Pour éviter cette situation, l'indépendant·e devra informer sa caisse de compensation du bénéfice réalisé grâce à la liquidation de son entreprise **au plus tard jusqu'à la fin de l'année qui suit**. Il n'y aura pas d'intérêts moratoires facturés sur ce bénéfice.

4. Personnes sans activité lucrative



4.1 Taux de cotisations

Le montant des cotisations ainsi que le montant de la cotisation minimale se présentent comme suit :

Fortune y.c. revenu annuel acquis sous forme de rente, multiplié par 20	Cotisation annuelle	Supplément pour chaque tranche supplémentaire de 50'000 francs de fortune y.c. revenu acquis sous forme de rente, multiplié par 20
Moins de Fr. 350'000.–	Fr. 530.–	-
Fr. 350'000.–	Fr. 636.–	Fr. 106.–
Fr. 1'750'000.–	Fr. 3'604.–	Fr. 159.–
Fr. 8'950'000.– et plus	Fr. 26'500.–	-

Le conjoint non actif est libéré de l'obligation de cotiser si l'autre conjoint est assuré à l'AVS en tant qu'actif et paie au moins Fr. 1'060.– de cotisation par année civile (c.-à-d. le double de la cotisation minimale de Fr. 530.–).

5. Perception des cotisations

5.1 Poursuite par voie de faillite

Depuis le 1^{er} janvier 2025, les créances de droit public telles que les impôts, la TVA ou les cotisations sociales seront poursuivies pas voie de faillite lorsque le débiteur est inscrit au registre du commerce et non plus par voie de saisie.

Ce changement législatif a des effets beaucoup plus incisifs sur les entreprises et indépendant/e/s car il peut entraîner l'extinction de la raison sociale. En effet, les entités publiques pourront faire cesser l'activité d'une entreprise et faire saisir l'ensemble des biens et des actifs pour les liquider.

5.2 Délais de paiement et intérêts moratoires

Facturation mensuelle/trimestrielle

Le délai de paiement de chaque facture d'acompte de cotisations est fixé au 10 du mois suivant la période facturée



Facturation rétroactive

Les cotisations d'années écoulées et les décomptes complémentaires sont payables dans les 30 jours dès la date de leur facturation ou de la décision de cotisations



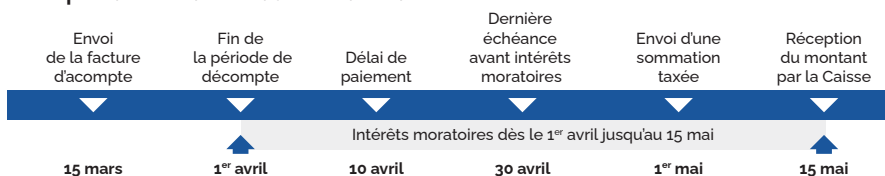
Comment sont calculés les intérêts moratoires ?

En cas de non-respect des délais de paiement, les intérêts moratoires courent depuis la fin de la période de décompte (pour la facturation mensuelle ou trimestrielle) ou depuis la date de la facture rétroactive selon les schémas qui suivent

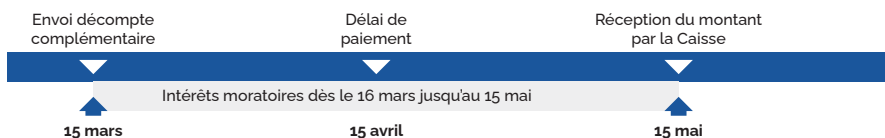


Procédure

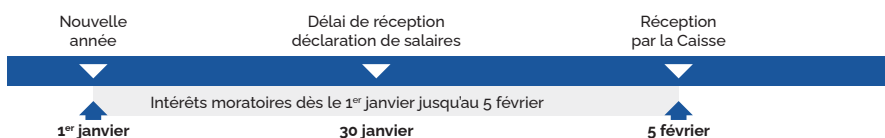
Acompte de cotisations du mois de mars



Décompte complémentaire



Réception de la déclaration de salaires avec différence en faveur de la caisse de compensation



5.3 Régler facilement vos factures par eBill

Avec eBill vous ne recevrez plus vos décomptes de cotisations papier, mais sous format numérique dans votre banking en ligne. Vos factures restent cependant toujours à portée de main dans votre portail e-Services où vous pouvez en tout temps les télécharger pour les enregistrer dans vos dossiers.

Comment activer eBill ?

1. Connectez vous à l'e-banking de votre banque ou à Postfinance.
2. Activez le service « eBill » dans la section paiements.
3. Ajoutez « Caisse AVS FER CIFA » à votre liste d'émetteurs de factures.
4. Indiquez votre numéro d'affilié au format « 123.456-00 ».
5. Payez désormais rapidement et en toute sécurité vos prochains décomptes directement depuis eBill.

6. Prestations de l'AVS/AI/APG

6.1 Prestations de l'AVS

L'âge de la retraite est fixé pour les femmes et les hommes à 65 ans. L'âge de référence des femmes est relevé progressivement à 65 ans depuis le 1^{er} janvier 2025.



En	Âge de référence des femmes	Année de naissance
2025	64 ans et 3 mois	1961
2026	64 ans et 6 mois	1962
2027	64 ans et 9 mois	1963
2028	65 ans	1964

Le système de retraite flexible permet de percevoir la rente entre 63 et 70 ans dès le mois de son choix. Il est, en outre, possible d'anticiper ou d'ajourner le montant de sa rente entre 20 et 80% d'une rente entière de vieillesse ou de toucher la totalité de la rente.

Des mesures de compensation ont été mises en place pour les femmes de la génération transitoire (femmes nées entre 1961 et 1969) en leur permettant d'obtenir un supplément de rente à vie si la rente est versée à l'âge de référence ou de percevoir un taux de réduction favorable si la rente est prise de manière anticipée.

Nous conseillons aux personnes qui atteignent l'âge de référence de déposer leur demande de prestation environ 3 mois avant leur anniversaire. La demande de rente anticipée doit impérativement être déposée, au plus tard, avant la fin du mois au cours duquel le versement est demandé.

Prestations mensuelles de l'AVS	minimale	maximale
Rente de vieillesse	Fr. 1'260.–	Fr. 2'520.–
Montant maximal – deux rentes – d'un couple	Fr. 3'780.–	
Rente de veuve ou de veuf	Fr. 1'008.–	Fr. 2'016.–
Rente d'orphelin et rente pour enfant	Fr. 504.–	Fr. 1'008.–
Montant maximal – deux rentes – même enfant	Fr. 1'512.–	

(sur la base d'une durée complète de cotisation – échelle 44)

Allocations mensuelles pour impotents de l'AVS

Pour une impotence grave	Fr. 1'008.–
Pour une impotence moyenne	Fr. 630.–
Pour une impotence faible	Fr. 252.–

Versement d'une 13^e rente AVS



L'initiative populaire « Mieux vivre à la retraite (initiative pour une 13^e rente AVS) » a été acceptée par le peuple et les cantons lors de la votation populaire du 3 mars 2024.

La 13^e rente de vieillesse est versée une fois par an, en décembre, en tant que supplément à la rente de vieillesse annuelle. Elle correspond à un douzième du montant de la rente de vieillesse perçu pendant l'année en question.

Seuls les assurés qui auront droit à une rente de vieillesse au mois de décembre recevront une 13^e rente de vieillesse.

Les premiers versements de la 13^e rente se feront en décembre 2026.

La 13^e rente AVS devrait être financée par un relèvement de la TVA, soumis à votation populaire. Le Parlement fédéral doit assurer les modifications de la loi pour sa mise en œuvre et son financement.

6.2 Prestations de l'AI

Le taux d'invalidité détermine la rente à laquelle la personne a droit :

Taux d'invalidité	Droit à la rente (en % d'une rente entière)
40%	25%
41%	27.5%
42%	30%
43%	32.5%
44%	35%
45%	37.5%
46%	40%
47%	42.5%
48%	45%
49%	47.5%
50-69%	La rente correspond au taux d'invalidité 100% (rente entière)
70-100%	

Un taux d'invalidité inférieur à 40% ne donne pas droit à une rente.

Le montant de la rente d'invalidité entière, basé sur une durée complète de cotisation, s'élève au minimum à Fr. 1'260.- et au maximum à Fr. 2'520.-.

6.3 Allocations (APG, AMat, AAP, APC et AAdop)

Allocation pour perte de gain

Une allocation est versée aux personnes qui servent dans l'armée suisse, qui accomplissent un service civil, servent dans la protection civile ou participent aux cours pour moniteurs « Jeunesse et Sport ».

Catégorie de personnes	Montant minimal	Montant maximal
Recrues	Fr. 69.–	Fr. 69.–
Actifs (80% du revenu)	Fr. 69.– Fr. 124.–*	Fr. 220.–
Non-actifs	Fr. 69.– Fr. 124.–*	Fr. 69.– Fr. 124.–*

**Montant pour les services accomplis en vue de l'obtention d'un grade supérieur (école de sous-officiers, école d'officiers, etc.)*



Numérisation des demandes APG



À compter de 2026, les personnes accomplissant un service dans l'armée, le service civil, la protection civile ou participant à un cours « Jeunesse et Sport » devront transmettre leurs demandes d'allocations pour perte de gain (APG) via un portail numérique. Le formulaire APG actuellement en vigueur (format papier) sera supprimé progressivement.

Allocation de maternité

Les femmes qui exercent une activité lucrative salariée ou indépendante peuvent prétendre à une allocation de maternité fédérale durant 14 semaines (98 jours) versée sous forme d'indemnité journalière.

Une mère dont l'enfant doit rester, directement après la naissance, plus de deux semaines à l'hôpital, a droit à une prolongation de l'allocation de maternité de 56 jours au plus. Au total, un maximum de 154 indemnités journalières peut être versé depuis l'accouchement.

Prolongation du droit en cas de décès de la mère

Depuis le 1^{er} janvier 2024, si la mère décède le jour de l'accouchement ou au cours des 97 jours qui suivent, le père ou l'épouse de la mère a droit à 98 indemnités journalières supplémentaires. Le droit prend naissance le jour suivant le décès et le congé doit être pris de manière ininterrompue.

Allocation à l'autre parent (allocation du père ou de l'épouse de la mère)

Depuis le 1^{er} janvier 2021, le 2^{ème} parent a la possibilité de prendre un congé de deux semaines sous la forme de journée ou en bloc dans les six mois suivant la naissance de l'enfant.

Prolongation du droit en cas de décès du père ou de l'épouse de la mère

Depuis le 1^{er} janvier 2024, si le père ou l'épouse de la mère décède au cours des six mois qui suivent la naissance de l'enfant, la mère a droit à 14 indemnités journalières supplémentaires. Le droit prend naissance le jour suivant le décès et le congé doit être pris dans un délai-cadre de six mois depuis le décès.

Allocation de prise en charge

L'allocation est destinée aux parents dont l'enfant mineur est gravement atteint dans sa santé et qui a, de ce fait, un grand besoin d'assistance et de soins. Les parents remplissant les conditions d'octroi ont droit à un congé et à une allocation pour perte de gain.

L'allocation correspond à 98 indemnités journalières maximum (réparties entre les parents), versées dans un délai-cadre de 18 mois.

Allocation d'adoption

Le congé d'adoption est destiné aux parents exerçant une activité lucrative qui accueillent un enfant de moins de quatre ans en vue de son adoption.

Dès le 1^{er} janvier 2023, les parents remplissant les conditions d'octroi peuvent bénéficier d'un congé de deux semaines devant être pris dans le courant de l'année qui suit l'accueil de l'enfant.

La Caisse fédérale de compensation (CFC) est compétente pour le versement des allocations d'adoption.

Calcul des prestations APG, AMat, AAP, APC et AAdop

L'allocation correspond à 80% du revenu moyen réalisé avant la perception de la prestation. Le montant maximal pour les allocations s'élève à Fr. 220.- par jour.



7. Allocations familiales

7.1 Organisation et législation

Nous sommes à même de vous offrir une solution en ce qui concerne les allocations familiales sur l'ensemble du territoire suisse, soit :

Caisse AF CIFA

pour toutes les sociétés ayant leur siège dans le canton de Fribourg

Caisse AF selon domaine d'activité

textiles, pharmaciens, notaires, médecins, moratoise

Caisse AF CIAF

pour toutes les sociétés ayant un siège social ou une succursale hors du canton de Fribourg

7.2 Régime obligatoire pour les indépendants

Les indépendants sont obligatoirement soumis au régime des allocations familiales, selon la loi fédérale sur les allocations familiales (LAFam). Le financement des allocations familiales en faveur des personnes de condition indépendante est assuré par les contributions en espèces fixées en pourcent de leur revenu soumis à cotisations personnelles AVS jusqu'au montant maximal du gain assuré dans la LAA. Depuis le 1^{er} janvier 2016, ce plafond est fixé à Fr. 148'200.– par année.

Le fait qu'il existe ou non un droit aux allocations familiales n'a aucune influence sur l'obligation de cotiser.

7.3 Particularités pour les salariés

Le revenu minimal ouvrant droit aux allocations familiales s'élève à Fr. 7'560.– par année, ou à Fr. 630.– par mois. Cela vaut également pour une personne travaillant à temps partiel.

Lorsqu'une personne a plusieurs emplois, les revenus sont additionnés. Le droit à l'allocation existe auprès de l'employeur versant le salaire le plus élevé.

Tout changement lié à la situation du salarié doit être annoncé car cela a une influence sur le droit aux allocations familiales (p. ex. : maladie/accident, changement d'état civil, déménagement, etc.).



Effectuez votre demande d'allocations familiales en ligne!

7.4 Montant des allocations familiales – régime fédéral

La loi fédérale sur les allocations familiales (LAFam) fixe les montants minimaux des allocations pour enfant et des allocations de formation. Les montants suivants sont applicables au niveau fédéral pour l'année 2026 :

Genre d'allocations familiales	Montants selon la loi fédérale
Allocation mensuelle pour enfant	CHF 215.–
Allocation mensuelle de formation	CHF 268.–
Allocation naissance/adoption unique	Libre choix du canton

Chaque canton peut ensuite décider de verser des prestations d'allocations familiales supérieures aux montants fixés dans la loi cadre.

Des informations détaillées par canton parviendront aux affiliés concernés.

7.5 Montant des allocations familiales – Fribourg

Les montants des allocations familiales du canton de Fribourg restent inchangés en 2026, à savoir :

Genre d'allocations familiales	Montant pour le canton de Fribourg
Allocation unique de naissance ou d'adoption	Fr. 1'500.–
Allocation mensuelle pour enfant	Fr. 265.–* / Fr. 285.–**
Allocation mensuelle de formation	Fr. 325.–* / Fr. 345.–**

* pour chacun des 2 premiers enfants; ** dès le 3ème enfant



L'allocation pour enfant est versée au plus tard jusqu'à 16 ans.

L'allocation de formation est versée dès le début de la formation postobligatoire, pour autant que l'enfant ait atteint l'âge de 15 ans et jusqu'à la fin de la formation au plus tard à l'âge de 25 ans.



Déposez vos attestations d'études en ligne!

7.6 Taux de cotisations

Conformément à la décision adoptée lors de l'Assemblée générale du 10 novembre 2025, le taux de cotisations de la Caisse AF CIFA est maintenu à 2.25 % pour 2026. Le taux est identique pour les employeurs et les indépendants et est composé de la manière suivante :

Taux de base	2.17%
Contribution à l'école professionnelle	0.04%
Contribution à l'accueil extrafamilial	0.04%
Taux final	2.25%

Les taux de cotisations des membres cotisants à la Caisse AF CIAF sont transmis directement aux affiliés concernés.

8. Prévoyance professionnelle (LPP)



8.1 Taux d'intérêts/Montants limites

Le Conseil fédéral a décidé de maintenir le taux d'intérêt minimal LPP à 1.25% au 1^{er} janvier 2026.

Les montants limites connus dans la LPP sont les suivants :

Montants limites	Montant
Seuil d'entrée	Fr. 22'680.–
Salaire coordonné annuel minimal	Fr. 3'780.–
Salaire coordonné annuel maximal	Fr. 64'260.–
Déduction de coordination	Fr. 26'460.–
Limite supérieure du salaire annuel	Fr. 90'720.–

Au 1^{er} janvier 2026, les rentes de survivants et d'invalidité de la prévoyance professionnelle obligatoire ayant pris naissance en 2022 seront adaptées pour la première fois à l'évolution des prix, à hauteur de 2.7%.

L'assurance contre les risques de décès et d'invalidité prend effet à partir du 1^{er} janvier suivant le 17^e anniversaire, l'épargne pour la vieillesse à partir du 1^{er} janvier suivant le 24^e anniversaire. L'assurance prend fin lorsque le salaire annuel n'atteint pas le seuil d'entrée ou lorsque, pour une raison autre que l'invalidité, le décès ou la retraite, les rapports de travail sont résiliés ou l'activité professionnelle abandonnée.

Pour rappel, depuis le 1^{er} janvier 2021, l'assuré qui, après avoir atteint l'âge de 58 ans, cesse d'être assujetti à l'assurance obligatoire en raison de la dissolution des rapports de travail par l'employeur peut maintenir son assurance ou exiger que son assurance soit maintenue dans la même mesure que précédemment auprès de la même institution de prévoyance (art. 47a LPP).

9. e-services

9.1 Portail inter-institutionnel

Un seul portail 1^{er} et 2^{ème} pilier pour gérer votre personnel

Allégez et simplifiez vos démarches administratives en annonçant vos collaborateurs en ligne. Vous accédez ainsi à de nombreux services depuis leur Fiche collaborateur :

- ♦ demandes d'allocations familiales
- ♦ mutations d'état civil à la LPP
- ♦ changements contractuels à la LPP
- ♦ sorties de personnel
- ♦ détachements à l'étranger



De votre côté, vous pouvez :

- ♦ déclarer vos salaires AVS en fin d'année
- ♦ adapter vos acomptes de facturation
- ♦ annoncer vos salaires à la LPP
- ♦ simuler les cotisations LPP dues d'un collaborateur lors de l'entrée ou d'un changement contractuel



Consultation de vos documents en ligne



Prochainement, vous pourrez retrouver l'ensemble de vos factures et autres documents AVS et allocations familiales directement en ligne. Dans notre démarche « zéro papier », vous pourrez accéder à un écran de paramétrage vous permettant de choisir vos préférences de réception (papier, sans papier) : consultez-les dans votre espace d'échange sécurisé. De plus, grâce aux notifications, vous restez informés par courriel dès qu'un nouveau contenu est disponible.

N'hésitez plus et demandez vos accès !





Caisse de compensation AVS
FER CIFA 106.2



Caisse d'allocations familiales
CIFA



Caisse Inter-Entreprises de prévoyance
professionnelle – CIEPP



Contacter directement nos services :

Allocations familiales : 026 552 66 60, allocationsfamiliales@cifa.ch

Cotisations AVS : 026 552 66 70, cotisations@cifa.ch

Prestations AVS : 026 552 66 80, prestations@cifa.ch

CIEPP : 026 552 66 90, ciepp@cifa.ch



Rue de l'Hôpital 15 | 1700 Fribourg
Tél. 026 552 66 66 | www.cifa.ch | cifa.avs@cifa.ch